

24 février 2006, Ottawa

Allocution à l'occasion de l'ouverture du Sommet sur l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle

Je veux tout d'abord vous dire à quel point je suis heureux de me retrouver avec vous aujourd'hui. D'emblée, je veux vous remercier d'avoir pris de votre temps qui est très précieux, nous le savons, pour être avec nous pour ce sommet sur l'avenir de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle et technique et la formation également de la main d'œuvre.

Donc sur cette note vous dire à quel point les premiers ministres et le Conseil de la fédération sont fiers d'avoir suggéré cet événement et qu'il ait lieu aujourd'hui. C'est la première fois dans l'histoire que les premiers ministres, par le biais du Conseil de la fédération, se réunissent pour parler d'un enjeu avec les gens de ce milieu.

C'est significatif et il y a en soi un message très important dans le simple fait que cet événement ait lieu. Profitez de l'occasion pour regarder autour de vous parce que nous allons aujourd'hui, je pense, poser un geste très significatif pour l'avenir de l'enseignement postsecondaire, pour la formation professionnelle, pour la formation de la main d'œuvre.

C'est vous dire combien cet enjeu est extrêmement important pour l'avenir et c'est le message que nous devons porter partout où nous irons après ce sommet, que nous devons absolument partager avec nos concitoyens. Le fait que nous soyons ici, que cet événement ait lieu, envoie le message à tous nos concitoyens que c'est un enjeu fondamental pour l'avenir du Canada.

Le Conseil de la fédération nous a mandaté, monsieur McGuinty et moi, au mois d'août dernier, pour élaborer un plan d'action pour améliorer les systèmes d'éducation postsecondaires et de la formation professionnelle et technique et de la main d'œuvre. Dans cet esprit, nous avons tenu en octobre 2005 à Québec une réunion des ministres responsables de l'Éducation postsecondaire, de la formation au sens général et également des ministres des Finances.

C'est également rare de réunir et de mobiliser autant de ressources de nos gouvernements respectifs de chaque province, chaque territoire sur un seul enjeu. Encore une fois, c'est une occasion de réitérer à quel point cet enjeu est important pour nous.

Aujourd'hui, avec nos principaux partenaires, nous examinerons les principaux défis et les enjeux qui caractérisent l'avenir de l'enseignement postsecondaire et la formation professionnelle. Votre participation à cet événement aujourd'hui est indispensable. Vous êtes parmi les leaders de notre société vers qui nous nous tournons pour nous guider dans nos choix.

Les enjeux de notre génération commandent que nous puissions faire appel à une société du savoir. Pourquoi ? Sans exclure d'enjeux, permettez-moi d'en rappeler quelques-uns : la mondialisation, la lutte à la pauvreté, le développement durable, la sécurité, les finances

publiques, la démographie, le développement de nos régions, les échanges commerciaux, l'innovation, le développement de nouvelles technologies.

Nous devons compter sur la recherche, sur le développement, sur l'innovation, la créativité et l'intelligence de nos citoyens pour faire grandir notre société. Nous devons penser également à l'effort supplémentaire que nous devons faire pour aider et rejoindre les personnes, les personnes immigrantes par exemple, afin de les aider à intégrer le marché du travail et aussi permettre la reconnaissance des compétences et des diplômes des nouveaux arrivants. Il y a aussi des personnes plus âgées qui subiront des pressions pour demeurer plus longtemps en emploi. Pensons à la présence accrue des femmes sur le marché du travail, qui est un autre exemple concret des défis qui nous attendent.

Et que dire des jeunes évidemment qui veulent accéder au marché du travail et qui ont besoin de compétences pour pouvoir justement y arriver. Lorsqu'on décline ces défis, on découvre rapidement l'importance de l'enjeu que nous allons discuter ensemble aujourd'hui. Aucun gouvernement, aucune université ou collège ou maison de formation, aucune entreprise, aucun groupe communautaire ne peut, seul, faire face à ces défis. Le développement de la société du savoir et de la formation continue et doit s'inscrire à l'intérieur d'une vision globale.

Nous devons disposer d'un plan et surtout pouvoir le financer. Pour cela, nous devons compter sur une forte collaboration entre les gouvernements, les provinces et les territoires, et aussi avec le gouvernement fédéral. Une collaboration découlant d'intérêts communs. Je tiens à souligner qu'aujourd'hui, le Conseil de fédération invité des représentants des quatre grands partis politiques représentés à la Chambre des communes. Nous avons voulu et souhaité une participation active de tous les acteurs de la scène politique au niveau fédéral et je les remercie d'être présents avec nous aujourd'hui.

Cela doit se faire aussi lorsqu'on fait appel à l'intérêt commun, au rôle de chacun, ça doit se faire aussi dans le respect des compétences des deux ordres de gouvernement. Ce n'est pas une question de détails pour nous. Si nous voulons de l'imputabilité, si nous voulons vraiment rendre service à nos citoyens, livrer ce que nous devons livrer, nous devons le faire dans le respect des compétences en définissant le rôle de chaque acteur dans le réseau et de chaque pallier de gouvernement.

Il faut donc investir davantage dans nos systèmes d'éducation postsecondaire, de formation professionnelle et de main d'œuvre. Les provinces ont, jusqu'à maintenant, consacré des efforts considérables mais force est de constater qu'au cours des dix dernières années, le soutien du gouvernement fédéral n'a pas suivi.

Le Conseil de fédération, au mois d'août dernier, demandait au gouvernement fédéral qu'il rétablisse, dans un premier temps, son financement au niveau de 1994-1995. S'il devait le faire, c'est une montant de 2,2 milliards de dollars. Dans un deuxième temps, nous croyons qu'il doit ajuster ce montant pour tenir compte de l'inflation, ce qui nous amènerait, si ça devait être le cas, à un montant de 4,9 milliards de dollars.

Ceux et celles qui sont dans le réseau, qui sont dans le domaine, et vous l'êtes, savent que depuis 94-95, nous avons beaucoup évolué, les besoins ont changés, il y a même des besoins nouveaux.

Forts des réflexions et de l'éclairage que vous nous fournirez au cours des discussions d'aujourd'hui, le premier ministre McGuinty et moi-même serons en mesure de faire rapport prochainement au Conseil de la fédération. Dès lors, le Conseil se mettra à la tâche d'élaborer une stratégie à l'égard de l'éducation postsecondaire, de la formation professionnelle et technique et de la main d'œuvre et de déterminer l'apport nécessaire de chacun incluant la contribution que doit faire le gouvernement fédéral.

Nous devons d'abord convenir entre nous et avec votre appui de la meilleure façon de répondre aux défis qui nous confrontent. Il faudra surtout en assurer le financement de manière à répondre aux besoins des citoyens. Ensuite, nous voudrions nous entretenir de cette stratégie incluant la question financière et nous aurons une occasion de le faire dès aujourd'hui avec le nouveau premier ministre du Canada, monsieur Harper.

Il s'agit en fait d'une occasion unique dans notre histoire. Sans vouloir l'exagérer, c'est ce que nous sentons, nous les premiers ministres qui sont ici devant vous. C'est une occasion unique de marquer un progrès dans le règlement d'un autre dossier, même du déséquilibre fiscal.

Mais c'est une occasion surtout pour nous de construire une société plus juste, une société plus prospère, une société plus épanouie. Mesdames et messieurs, saisissez donc cette occasion.

Bon sommet.